

même 500 millions. Cela ne ferait que soulager un peu l'économie du pays, et ce serait plus logique pour le citoyen.

S'il faut vivre selon nos moyens, nous devrions commencer par le faire au niveau du budget fédéral. Peut-on imaginer un budget fédéral de 11 milliards 500 millions, à part tous les budgets provinciaux, pour une population de 20 millions? C'est tout simplement ridicule! Il y a certainement du «coulage» quelque part; il faut que l'honorable ministre se rende compte de la situation et ne «donne pas de la corde» à tous ces techniciens, à tous ces bureaucrates qui ne cessent d'augmenter les budgets.

L'augmentation du budget de cette année atteint presque 3 milliards. Je trouve cela renversant et je répète au ministre ce que nous lui avons prouvé lors du vote du 19 février: Cette mesure affecte encore le budget familial et nous ne permettons pas au gouvernement de diminuer encore le pouvoir d'achat de nos familles, qui ont actuellement un grand besoin d'argent. Il faudrait à tout prix que le ministre se mette cela dans la tête et dans celle de ses fonctionnaires, s'il a encore quelque influence sur eux, ce dont je doute.

Monsieur le président, j'aurais voulu pouvoir dissuader le ministre de présenter une mesure qui taxe encore, comme je l'indiquais tout à l'heure, le petit travailleur, le moyen travailleur.

Il est évident que le citoyen qui doit vivre avec un salaire annuel de \$3,500 ne devrait pas être plus taxé que celui qui vit de l'assistance sociale. Le ministre doit encore aller chercher quelques dollars dans les poches du travailleur et c'est à ce niveau-là qu'il va. Si c'était encore possible, j'aurais voulu lui démontrer que sa manière d'agir n'est pas du tout conforme à la volonté populaire.

Nous avons un gouvernement démocratique, nous sommes élus ici pour faire la volonté de la population; or, ce que nous faisons, à l'heure actuelle, ce n'est pas la volonté de la population. Pour ma part,—et il en est certainement de même pour tous les députés présents—j'ai promis de servir ma population. Nous ne sommes pas venus ici, monsieur le président, pour faire vivre les trusts ou d'autres intérêts. La seule chose qui m'intéresse ici, c'est le bien-être de mes électeurs et je suis sûr que tous les autres députés se soucient du bien-être de la population de leurs circonscriptions.

Je ne veux pas accuser l'honorable ministre, parce qu'il n'est pas le seul responsable de tout ce qui arrive aujourd'hui; au fait, il n'est même pas le grand responsable. Il y a, au-dessus des gouvernements, un organisme

qui n'a pas de nom, mais qui compte des hommes très influents, et je voudrais dénoncer au grand public, cet organisme qui se sert des deux gouvernements, bleu et rouge, qui les manie comme des marionnettes et qui taxe le peuple pour sauver ses écus. C'est le problème qui existe aujourd'hui au Parlement, monsieur le président. On se rend compte ici que tout change, sauf les hauts fonctionnaires.

J'affirme que le gouvernement, qu'il soit bleu ou rouge, garde les mêmes principes de base et sert d'outil à ces techniciens que j'appelle les hauts fonctionnaires et qui sont là pour exécuter la volonté des grands financiers. C'est précisément à cet état de choses, à ces grands maîtres, à ces grands seigneurs du Canada, à ces grands financiers qui se servent du gouvernement, bleu ou rouge, que nous voulons nous attaquer. Nous venons de subir une crise politique, et si les bleus avaient été au pouvoir, la même chose se serait produite, car ils suivent les mêmes principes de base.

Nous n'avons pas de principes, parce que lorsque nous nous présentons au peuple nous n'en discutons pas. Mais nous, nous en discutons, parce que nous avons une doctrine: Nous disons que nous sommes du Crédit social.

Les membres du Nouveau parti démocratique sont des socialistes; ils peuvent expliquer quelque chose de différent, une doctrine différente. Mais la doctrine des bleus et des rouges est toujours la même, leurs principes économiques, leurs maîtres sont les mêmes.

Nous n'admettons pas tous les principes des socialistes, tout comme, d'ailleurs, ils n'admettent pas tous les nôtres. Mais nous avons quand même des principes différents de ceux des deux vieux partis, et c'est à ce niveau que je dis qu'il faut absolument faire des changements.

Lorsque nous examinons le travail des deux vieux partis, depuis la Confédération, et surtout depuis les 50 dernières années, nous constatons tout simplement que nous avons affaire à un gouvernement caméléon qui prend la couleur de la saison politique. C'est tout ce que nous avons. Les acteurs se succèdent, mais c'est toujours la même tragédie: l'asservissement populaire et le triomphe des gros financiers, maîtres de notre pays. C'est cela notre système parlementaire d'aujourd'hui, monsieur le président. Alors, c'est cela que nous voulons dénoncer. Comment deviennent-ils maîtres du pays? En taxant, en surtaxant et en asservissant le peuple, le rendant ainsi en état d'esclavage. C'est cela!